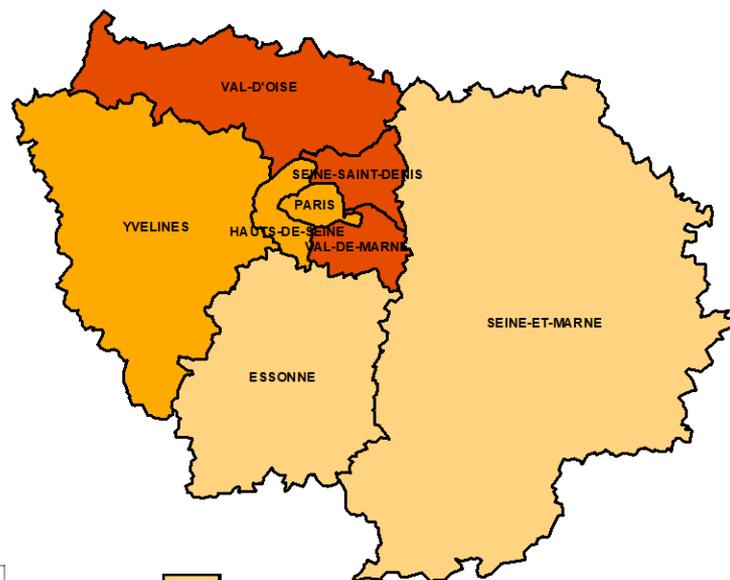


Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France3<sup>e</sup> trimestre 2020

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C  
par département entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (en %, données CVS-CJO)



- Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens diminue nettement par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 en catégorie A (-7,3 %) mais reste en hausse en catégories A, B, C (+1,2 %).
- Le taux de chômage baisse de 0,7 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, atteignant 6,3 %.
- L'emploi salarié diminue de 1,3 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- L'activité partielle continue d'être mobilisée dans des proportions inédites pour répondre à la crise sanitaire.
- Le nombre d'emplois menacés par des plans de sauvegarde de l'emploi ou des ruptures conventionnelles collectives est en forte progression au 3<sup>e</sup> trimestre 2020.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi. La prochaine publication sera disponible en février et portera sur le quatrième trimestre 2020.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'ampleur de la crise sanitaire intervenue à la fin du premier trimestre 2020 nécessite parfois un commentaire sur les évolutions mensuelles.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

## **Synthèse régionale**

Page 4 : synthèse régionale

## **Demande d'emploi et chômage**

Page 5 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 10 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 11 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 12 : Le taux de chômage (Insee)

## **Emploi**

Page 13 : Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi

Page 14 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 15 : L'activité intérimaire

Page 16 : L'emploi salarié

Page 17 : L'emploi salarié par secteur

## **Tensions sur le marché du travail**

Page 18 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

## **Accompagnement des mutations économiques**

Page 19 : Les demandes d'activité partielle

Page 20 : Les plans de sauvegarde de l'emploi et les ruptures conventionnelles collectives

### Demande d'emploi et chômage

Au troisième trimestre 2020, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 1 057 280, niveau inédit en catégories A, B, C. Parmi eux, 755 160 n'ont pas du tout travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Après une très forte augmentation entre le premier et le deuxième trimestre, liée à la crise sanitaire, la demande d'emploi en catégorie A diminue nettement au troisième trimestre (-7,3 % après +21,8 %).

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette baisse appartiennent aux secteurs des arts et spectacles et, dans une moindre mesure, à ceux du bâtiment-travaux publics, de l'hôtellerie-restauration et de la manutention.

Bien que moins nette qu'au trimestre précédent, la progression de la demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C) se maintient au troisième trimestre (+1,2 % après +6,7 %).

L'évolution trimestrielle de la demande d'emploi en France métropolitaine est plus favorable qu'en Île-de-France : -11,5 % en catégorie A et -0,5 % en catégories A, B, C.

Au deuxième trimestre 2020, 6,3 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 7,0 % en France métropolitaine). Le taux de chômage diminue de 0,7 point par rapport au premier trimestre 2020, mais cette baisse ne peut pas être interprétée comme une amélioration du marché du travail.

### Emploi

Le nombre d'offres d'emploi collectées rebondit nettement entre le deuxième et le troisième trimestre 2020 (+57,8 %).

Après un recul historique au premier trimestre, l'activité intérimaire se redresse au deuxième trimestre, en lien avec la reprise de l'activité (+12,9 %, soit +10 300 intérimaires). L'emploi intérimaire reste, toutefois, très inférieur à son niveau de fin décembre 2019.

L'emploi salarié francilien recule au deuxième trimestre 2020 (-1,3 %, dont -1,2 % dans le secteur privé) et sur un an (-2,2 %). L'intérim, l'hébergement-restauration et les services à la personne sont les secteurs les plus touchés sur un an.

### Tensions sur le marché du travail

Le marché du travail francilien enregistre 26 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au troisième trimestre 2020. La forte baisse du taux de tension par rapport au troisième trimestre 2019 s'explique par la chute des offres d'emploi collectées.

### Mutations économiques

Au troisième trimestre 2020, plus de 65 000 autorisations d'activité partielle ont été accordées dans le contexte de gestion de la crise sanitaire. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de 645 millions.

Les nombres d'emplois menacés par des plans de sauvegarde de l'emploi et des ruptures conventionnelles collectives affichent une forte croissance au troisième trimestre.

## Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

3 <sup>e</sup> trimestre 2020	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	755 160	3 673 430	-7,3	-11,5	14,0	9,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	1 057 280	5 783 830	1,2	-0,5	7,0	4,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

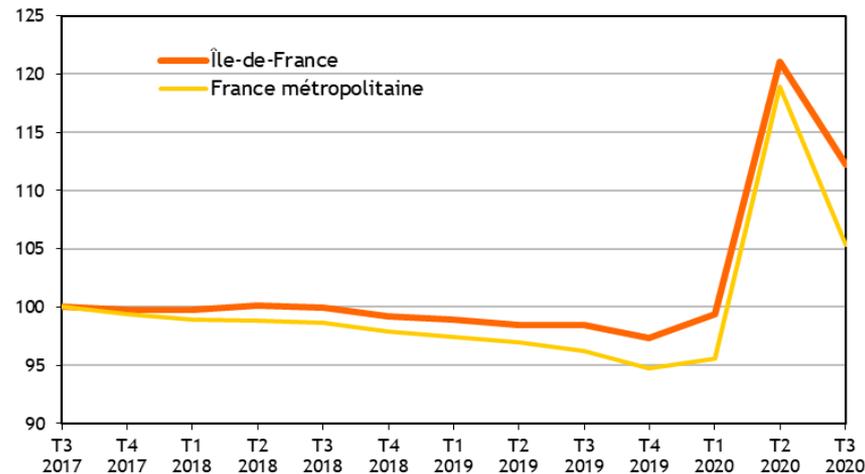
Après une très forte augmentation entre le premier et le deuxième trimestre 2020 (+21,8 %), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse nettement au troisième trimestre (-7,3 %). Il s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 755 160 en Île-de-France.

En prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C), le nombre de demandeurs d'emploi reste en progression au troisième trimestre (+1,2 % après +6,7 % au trimestre précédent). Il s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 1 057 280, son niveau le plus haut depuis le début de la série en 1996.

L'évolution de la demande d'emploi est plus favorable en France métropolitaine : -11,5 % en catégorie A et -0,5 % en catégories A, B, C entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre.

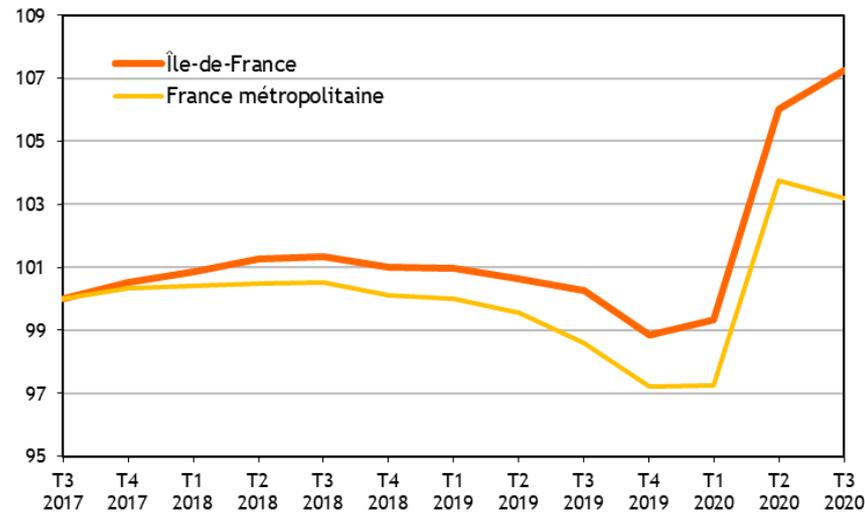
La hausse du nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), s'accroît au troisième trimestre en Île-de-France (+17,7 % après +2,9 % au trimestre précédent).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi par département au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

Données CVS-CJO 3 <sup>e</sup> trimestre 2020	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	146 340	-8,7	14,1	212 530	1,1	6,0
Seine-et-Marne	76 950	-7,9	15,0	110 530	0,6	8,0
Yvelines	73 270	-7,1	13,5	103 940	1,0	7,7
Essonne	67 370	-9,0	14,7	97 220	0,2	7,6
Hauts-de-Seine	90 830	-6,3	12,6	124 820	1,1	6,4
Seine-St-Denis	134 580	-6,7	12,7	181 590	1,5	6,1
Val-de-Marne	84 630	-6,0	15,6	115 850	2,0	8,1
Val-d'Oise	81 190	-6,0	15,1	110 810	1,7	7,5
<b>Île-de-France</b>	<b>755 160</b>	<b>-7,3</b>	<b>14,0</b>	<b>1 057 280</b>	<b>1,2</b>	<b>7,0</b>
France métro.	3 673 430	-11,5	9,5	5 783 830	-0,5	4,7

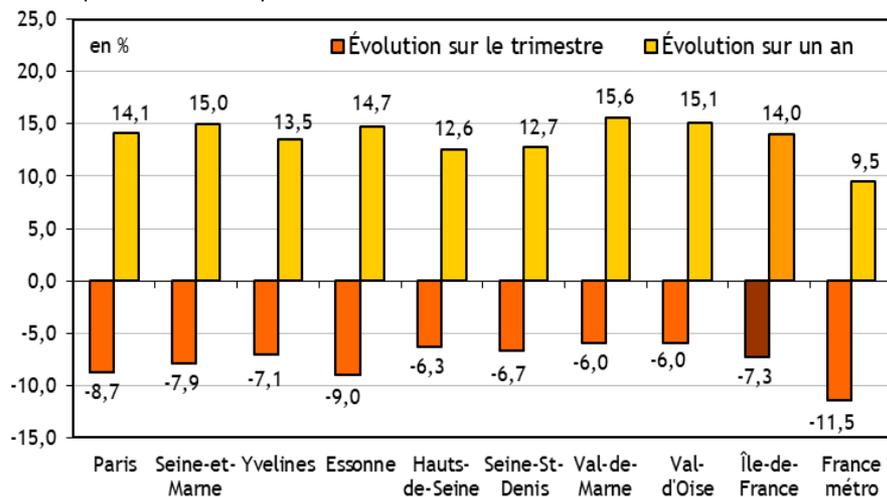
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Dans chacun des départements d'Île-de-France, la demande d'emploi en catégorie A recule entre le deuxième et le troisième trimestre 2020 mais demeure en forte progression sur un an. L'Essonne et Paris profitent de la diminution trimestrielle la plus importante (respectivement -9,0 % et -8,7 %). Le Val-de-Marne connaît la plus forte progression annuelle (+15,6 %).

En catégories A, B, C, la hausse de la demande d'emploi au troisième trimestre se situe entre +0,2 % en Essonne et +2,0 % dans le Val-de-Marne. Sur un an, la crise sanitaire est à l'origine d'une plus forte progression : entre +6,0 à Paris et +8,1 % dans le Val-de-Marne.

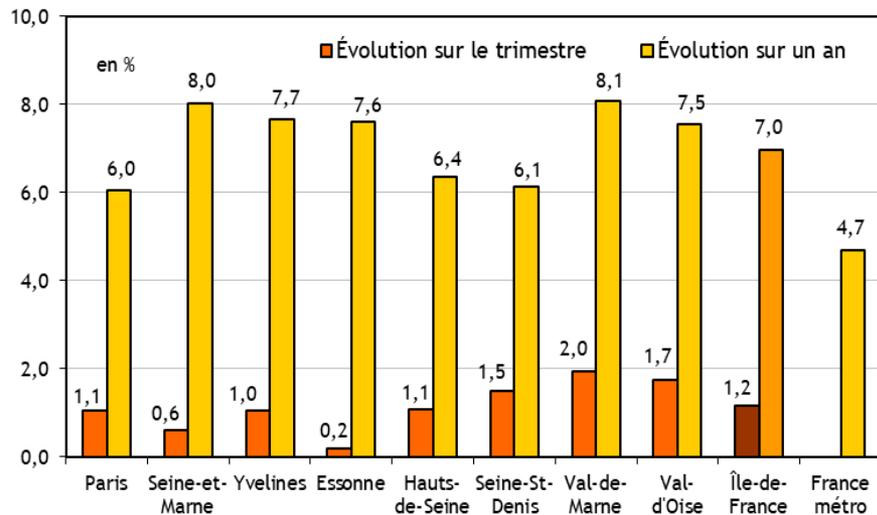
## Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC (données CVS-CJO)

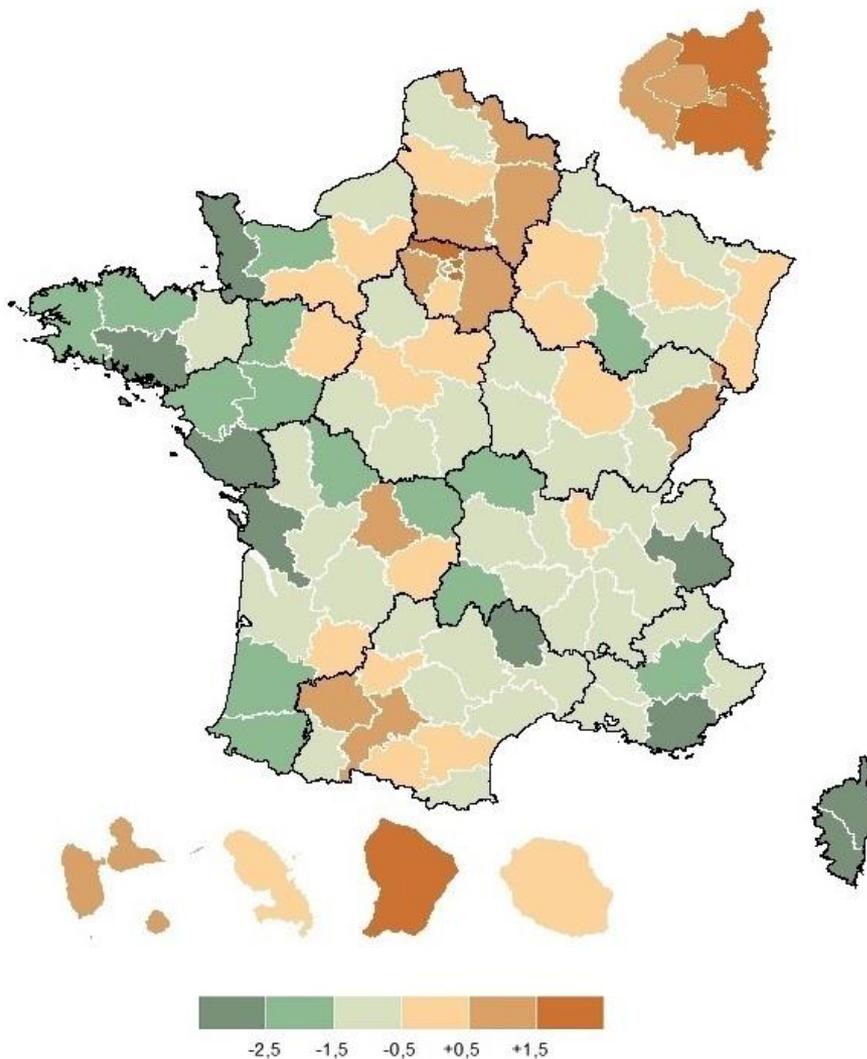


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

## Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (en %, données CVS-CJO)

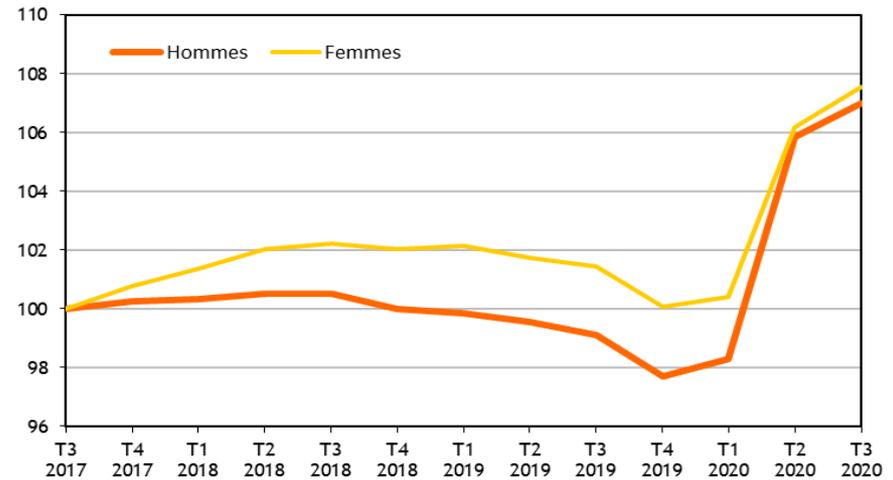


## Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (catégorie ABC)

Entre le deuxième et le troisième trimestre 2020, l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C est légèrement plus forte pour les femmes (+1,3 %) que pour les hommes (+1,1 %). En revanche, sur un an, l'évolution est plus favorable aux femmes (+6,0 %) contre +8,0 % pour les hommes). C'est en particulier le cas en Essonne, où l'écart entre les hommes et les femmes atteint 4,1 points.

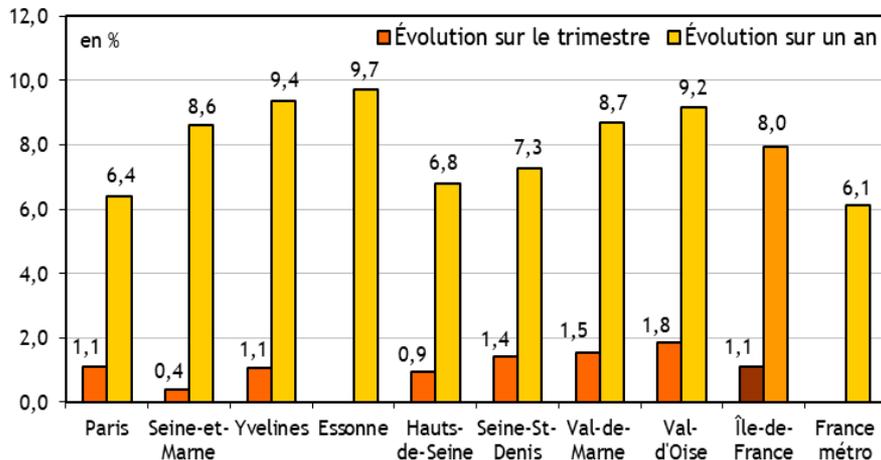
Entre le troisième trimestre 2014 et le début de la crise sanitaire, l'évolution de la demande d'emploi avait été plus favorable pour les hommes que pour les femmes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2017)



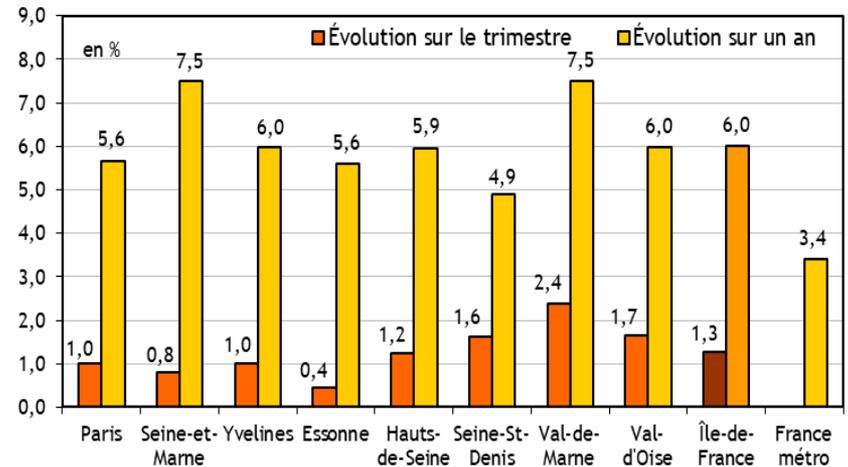
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

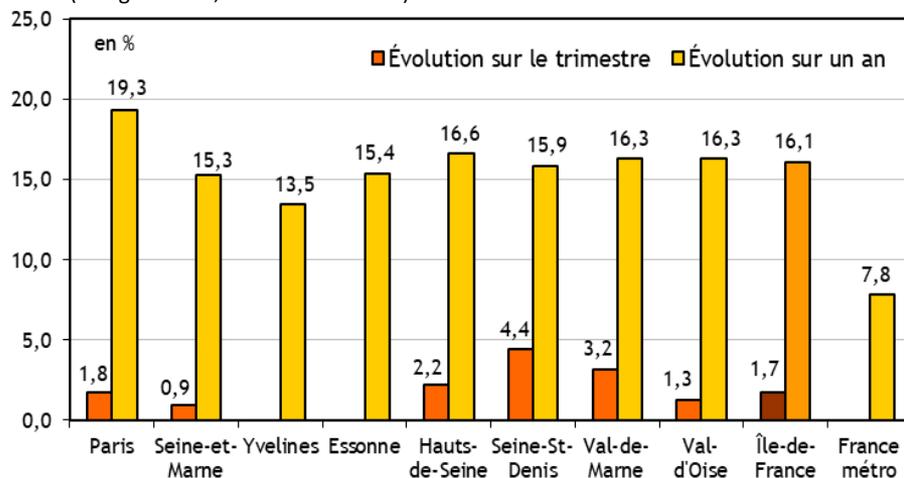
## Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (catégorie ABC)

En Île-de-France la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C concerne toutes les classes d'âge.

Les moins de 25 ans sont les plus touchés sur le troisième trimestre (+1,7 % contre -3,0 % en France métropolitaine), comme sur un an (+16,1 %, jusqu'à +19,3 % à Paris). Ils représentent 10,1 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, contre 9,3 % avant la crise sanitaire.

La demande d'emploi des 25-49 ans augmente de 1,0 % sur le trimestre et de 6,7 % sur un an. Enfin, celle des 50 ans ou plus augmente de 1,5 % sur le trimestre et de 4,5 % sur un an (jusqu'à +5,5 % dans les Yvelines). Les seniors sont la seule classe d'âge dont la demande d'emploi en catégories A, B, C progresse aussi en France métropolitaine au troisième trimestre (+0,6 %).

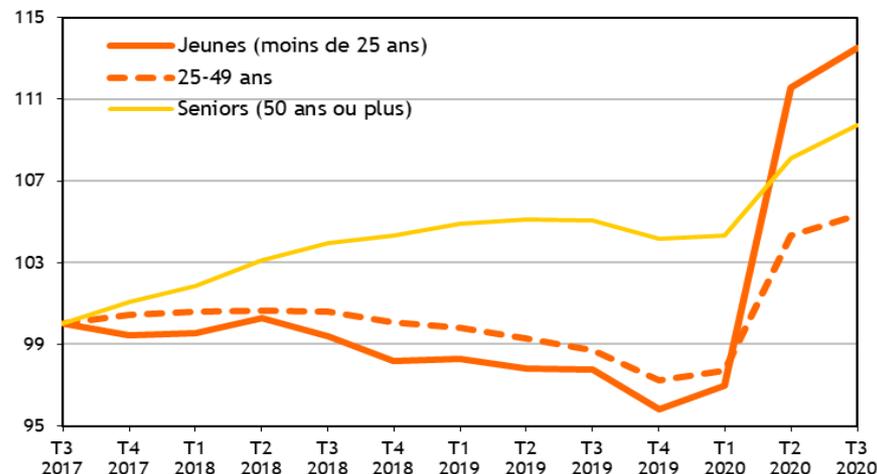
Évolution du nombre de jeunes inscrits par département  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

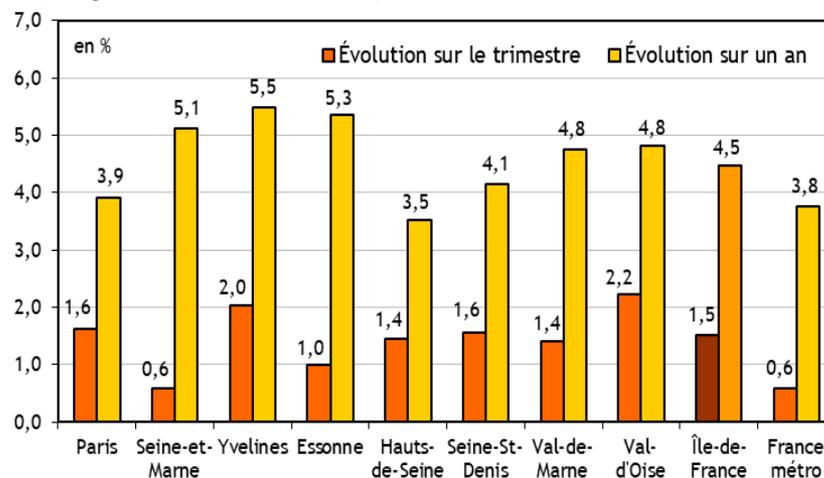
## Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de seniors inscrits par département  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de longue durée (inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus) progresse de 4,3 % au troisième trimestre 2020, après +5,4 % au trimestre précédent. La hausse est moins forte en France métropolitaine (+3,0 %). Ces demandeurs représentent 46,7 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi de la région, contre 36,5 % il y a 10 ans.

Au premier trimestre 2020, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 388 jours à Pôle emploi. C'est 48 jours de plus qu'au trimestre précédent\*.

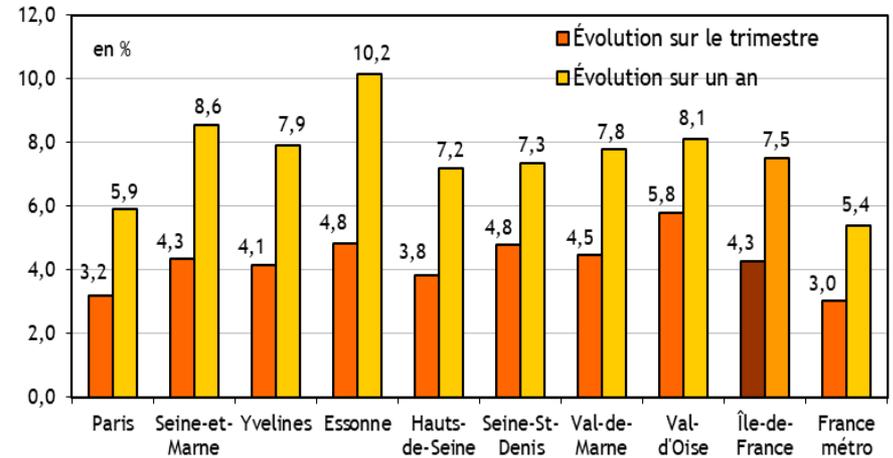
En hausse de 1,2 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 14,2 % au troisième trimestre 2020. Elle varie de 11,7 % en Essonne à 17,5 % en Seine-Saint-Denis.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
3 <sup>e</sup> trimestre 2020	13,6	13,7	12,9	11,7	14,2	17,5	14,1	14,2	14,2	14,5
3 <sup>e</sup> trimestre 2019	12,6	12,2	11,6	10,7	13,3	16,3	12,7	12,9	13,0	13,0

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

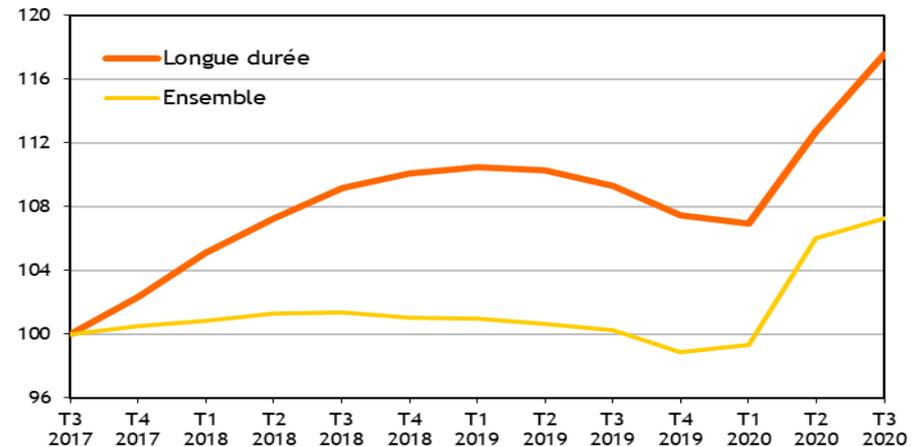
\* « Durée de chômage (1<sup>er</sup> trimestre 2020) », *Statistiques et indicateurs*, Juillet 2020, Pôle emploi.

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

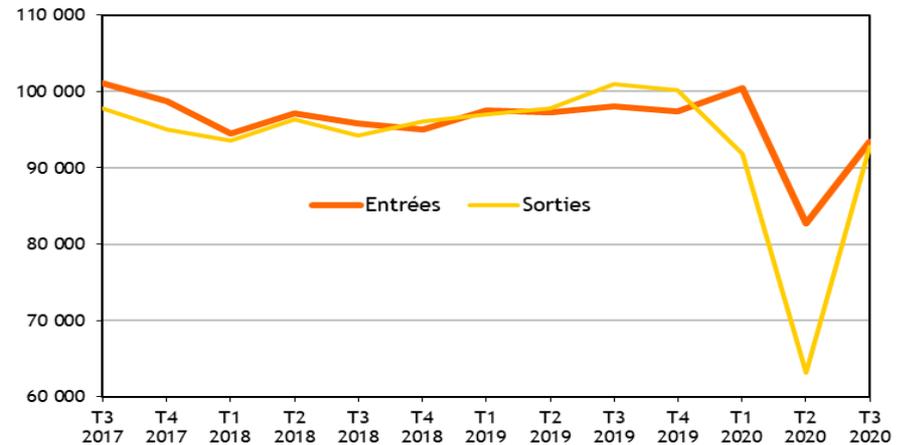
## Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégories A, B, C entre le deuxième et le troisième trimestre 2020 intervient dans un contexte de rebond du nombre d'entrées à Pôle emploi (+10 730 après -17 710, soit +13,0 %) et du nombre de sorties de Pôle emploi (+29 600 après -28 750, soit +46,9 %).

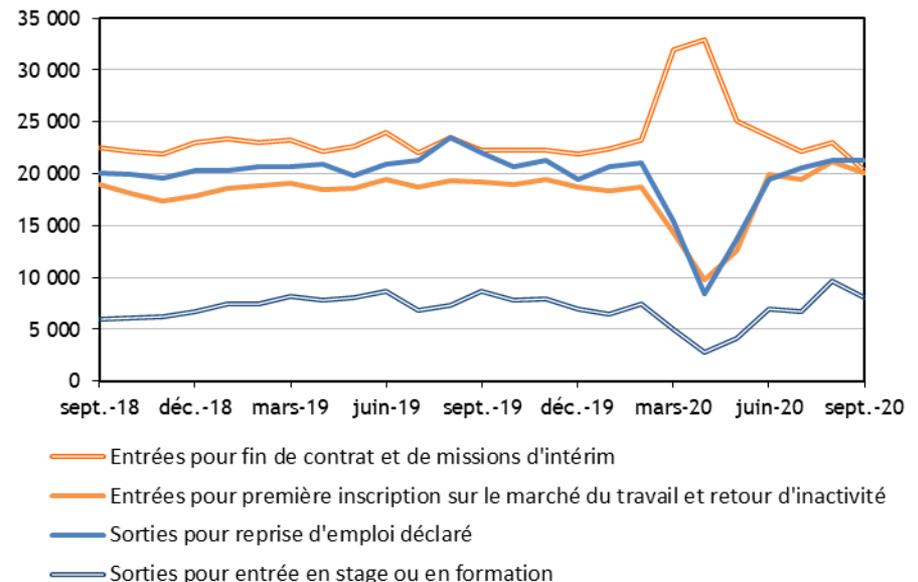
Sur le troisième trimestre, la forte progression des réinscriptions rapides (+3 980) et des « autres cas » comme motifs d'inscription rend délicate l'interprétation des entrées par motif. La reprise de l'activité a favorisé les premières entrées sur le marché du travail et les retours d'inactivité (+6 100). Ces motifs d'entrées l'emportent sur la diminution des inscriptions liées à des fins de contrats courts et de missions d'intérim (-5 390).

Tous les motifs de sortie connaissent une hausse de leur nombre entre le deuxième et le troisième trimestre. C'est surtout le cas des sorties pour défaut d'actualisation (+9 140), dont une partie correspond à des reprises d'emploi non déclarées. Viennent ensuite les sorties pour reprise d'emploi déclarée (+7 200) et pour entrée en stage ou en formation (+3 520).

**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi par principaux motifs**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



## Le taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

Au deuxième trimestre 2020, le taux de chômage francilien s'établit à 6,3 % de la population active (Insee). Comme en France métropolitaine (7,0 %), il diminue par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le taux de chômage poursuit sa décrue de 1,1 point en Île-de-France et de 1,2 point en France métropolitaine.

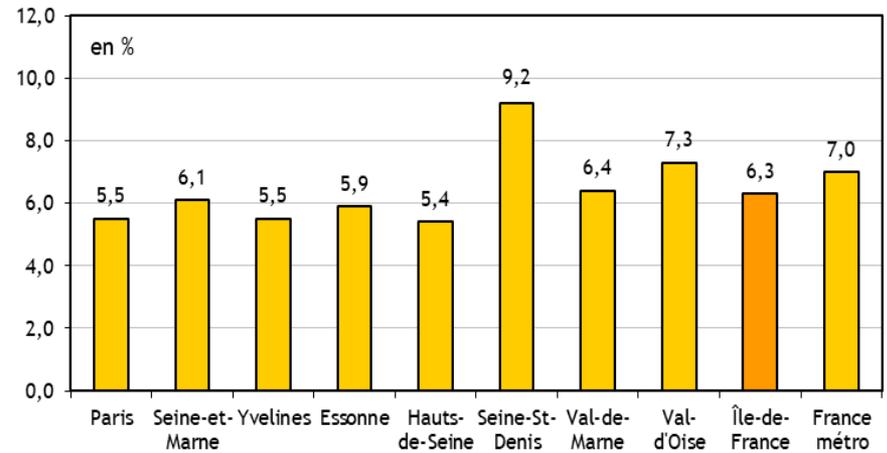
Structurellement le plus élevé de la région, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis (9,2 %) enregistre un recul de 1,0 point par rapport au trimestre précédent. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (7,3 %). Paris, les Yvelines (5,5 %) et les Hauts-de-Seine (5,4 %) connaissent les taux les plus faibles.

Sur un an, le taux de chômage diminue de 1,7 point en Seine-Saint-Denis et de 1,3 point dans le Val-d'Oise. Dans les autres départements, l'évolution varie de -0,8 point en Seine-et-Marne et en Essonne à -1,1 point dans les Hauts-de-Seine.

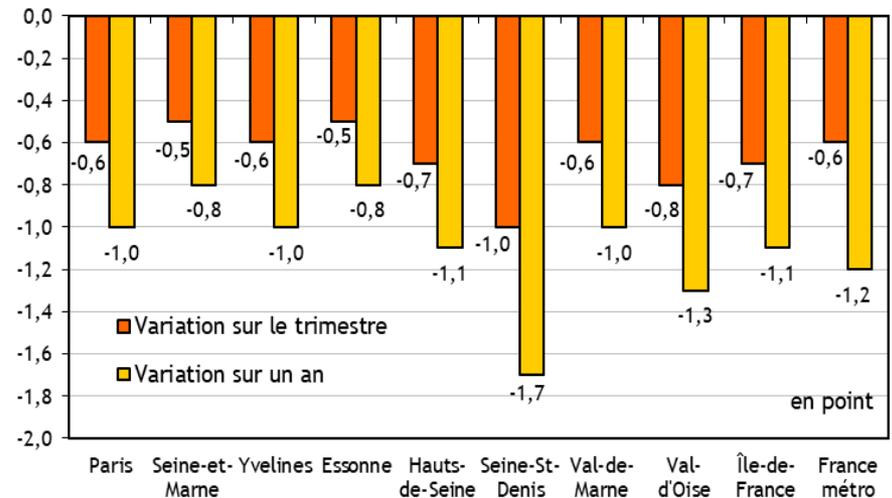
La baisse du taux de chômage au deuxième trimestre 2020 est en trompe l'œil selon l'Insee (*Informations Rapides n°203 du 13/08/2020*) :

*« Au deuxième trimestre, la baisse du taux de chômage résulte d'un fort recul du nombre de personnes sans emploi en recherche active d'emploi pendant la période de confinement. Cette dernière a en effet fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi sur la première partie du trimestre. Au total, au deuxième trimestre 2020, la nette baisse du chômage au sens du BIT ne traduit pas une amélioration du marché du travail mais un effet de confinement des personnes sans emploi qui l'emporte sur l'effet de hausse du nombre de personnes sans emploi. »*

**Taux de chômage localisé au 2<sup>e</sup> trimestre 2020**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



**Variation du taux de chômage localisé au 2<sup>e</sup> trimestre 2020**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



## Les offres d'emploi collectées\* par Pôle emploi au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon le métier concerné. L'évolution du nombre de ces offres est donc affectée par la concurrence entre Pôle emploi et les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

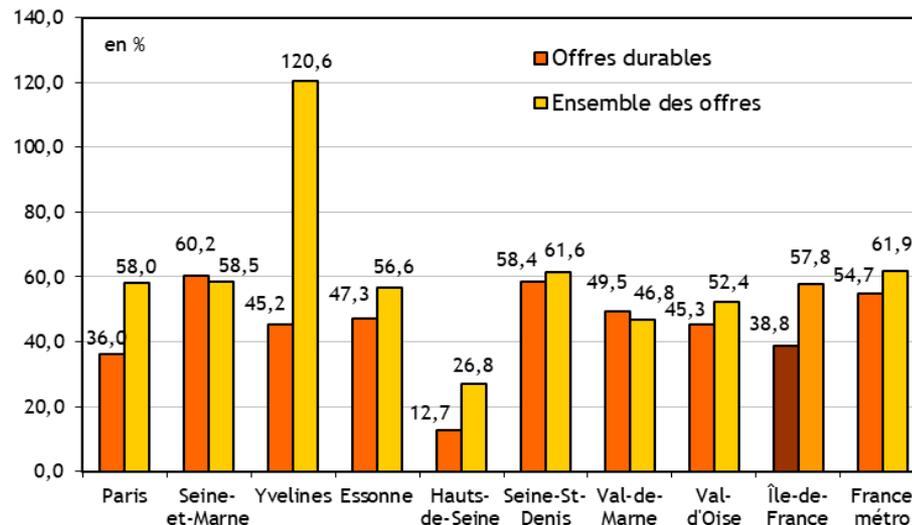
Au troisième trimestre 2020, 27 000 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 18 040 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Après avoir fortement diminué sous l'effet de la crise sanitaire, le nombre d'offres d'emploi collectées rebondit nettement entre le deuxième et le troisième trimestre 2020 (+57,8 % pour l'ensemble des offres et +38,8 % pour les offres d'emploi durables). La hausse est plus importante en France métropolitaine, en particulier pour les offres d'emploi durables (+54,7 %).

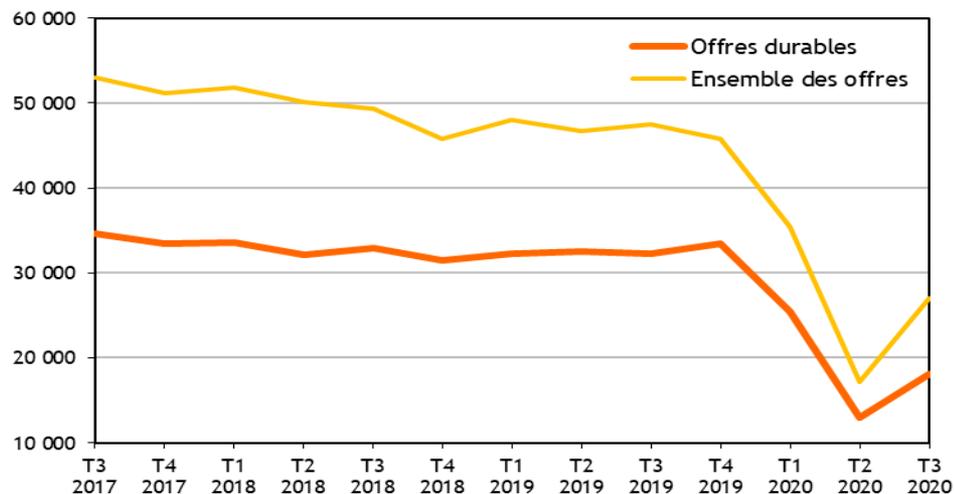
Au sein de la région, les Yvelines présentent de loin la plus forte progression toutes offres confondues (+120,6 %). En revanche, les Hauts-de-Seine connaissent la hausse la moins soutenue.

\* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Évolution du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

Près de 771 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2020 en Île-de-France, dont 184 000 en contrat à durée déterminée (CDD) de plus de six mois et contrat à durée indéterminée (CDI).

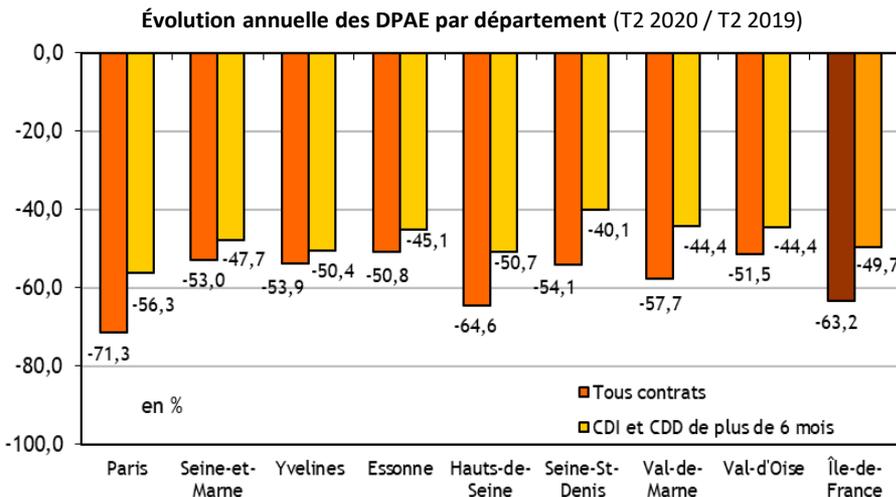
Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019 a fortement diminué en Île-de-France (-63,2 %). C'est également le cas pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois), dont la baisse est importante (-49,7 %), suite à la crise sanitaire.

Tous contrats confondus, tous les départements de la région ont connu une baisse annuelle importante, notamment Paris et les Hauts-de-Seine (respectivement -71,3 % et -64,6 %).

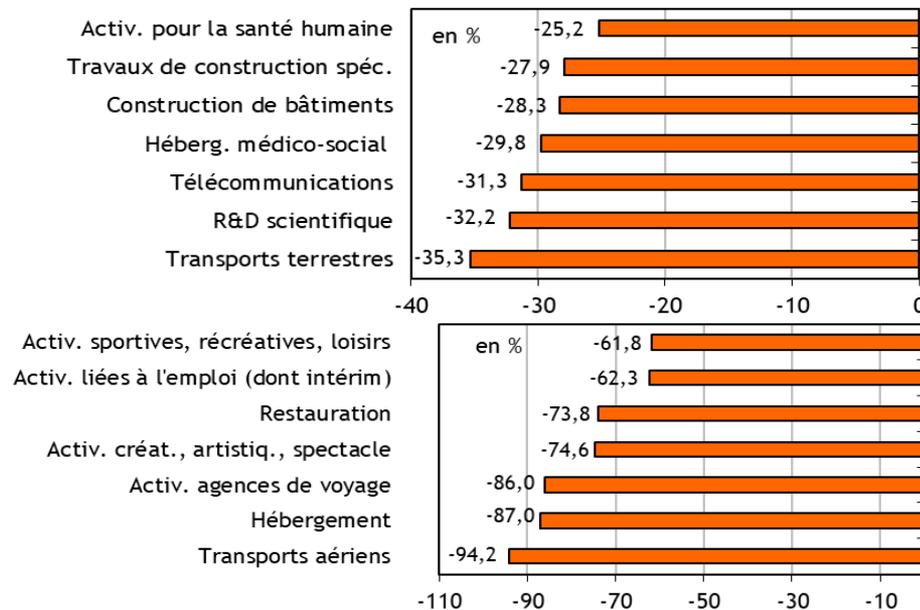
Pour les CDI et CDD de plus de six mois, tous les départements enregistrent une forte baisse qui varie de -40,1 % pour la Seine Saint-Denis à -56,3 % pour Paris.

Les secteurs de la santé humaine et des travaux de construction spécialisés ont connu les baisses les moins fortes des contrats durables (respectivement -25,2 % et -27,9 %).

Les secteurs de la restauration, des activités créatives et artistiques, des activités des agences de voyage, de l'hébergement et celui des transports aériens ont fortement diminué (évolutions inférieures à -70,0 %).



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs (6 plus faibles baisses/ 6 plus fortes baisses) (T2 2020 / T2 2019, Île-de-France)



## L'activité intérimaire au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

En Île-de-France, après un recul historique au premier trimestre, l'activité intérimaire se redresse en lien avec la reprise de l'activité après la période de confinement : +12,9 %, soit +10 300 intérimaires, après -39,7 % soit -52 600 intérimaires au trimestre précédent. En France métropolitaine, la hausse est plus marquée : +23,0 %, après une baisse de -40,5 %. Fin juin 2020, l'emploi intérimaire reste toutefois très inférieur à son niveau de fin décembre 2019 (31,1 %). Le nombre d'intérimaires en Equivalent Temps Plein (ETP), évalué en moyenne sur l'ensemble des missions du trimestre, est toujours en net recul (-32,4 %, après -13,3 % au premier trimestre).

La reprise concerne de nombreux secteurs, mais elle n'est pas homogène suivant l'activité, l'ampleur étant d'autant plus forte que la baisse avait été importante au premier trimestre.

Toutefois pour les principaux secteurs, l'emploi intérimaire reste nettement inférieur à son niveau d'avant crise.

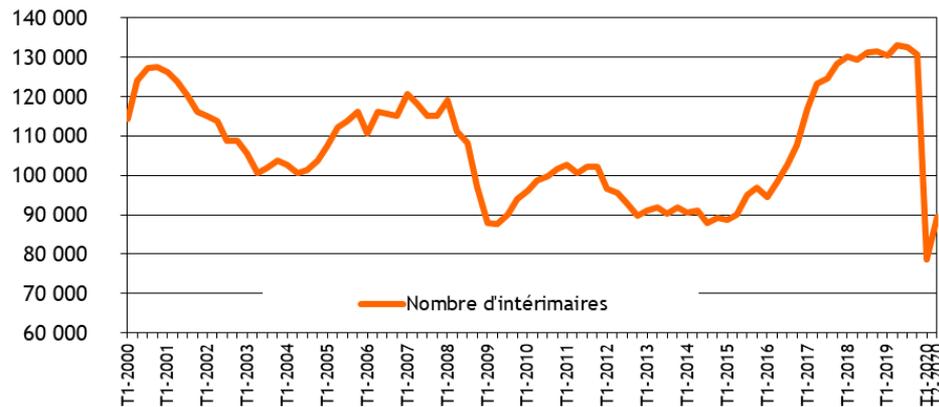
Ainsi, l'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en hausse de +8,1 % ce trimestre, après -38,4 % au premier trimestre, avec une augmentation particulièrement importante pour la fabrication de matériels de transport (+27,6 % après -51,1 %).

La construction, fortement utilisatrice de l'intérim, la plus forte hausse : +63,3 %, après -55,7 % au trimestre précédent, passant de 26 900 intérimaires fin 2019 à 19 400, 6 mois plus tard.

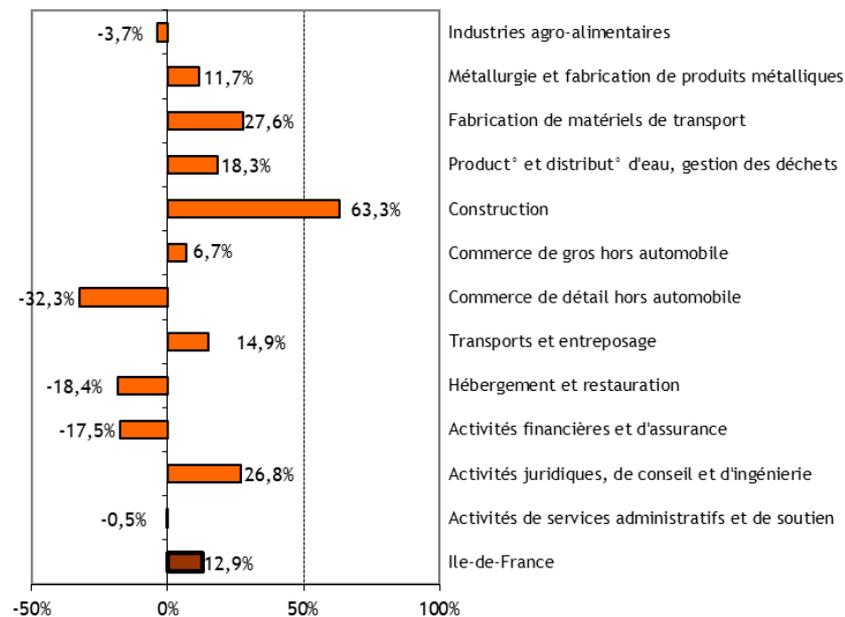
Le tertiaire enregistre une plus légère hausse (+3,1 % après -34,9 %) avec des différences internes : forte hausse pour les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+26,8 % après -52,8 %) et le transport/entreposage (+14,9 % après -38,3 %), au contraire du commerce de détail (-32,3 % après -10,0 %), de l'hébergement/restauration (-18,4 % après -84,8 %) et des activités financières (resp. -17,5 % et -23,5 %).

## Intérim

Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre (données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaire en fin de trimestre par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim

## L'emploi salarié au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au deuxième trimestre 2020, l'ensemble de l'emploi salarié francilien régresse fortement de -1,3 %, soit -77 000 emplois (données CVS) par rapport au trimestre précédent. L'emploi dans le secteur privé chute de 1,2 % (-59 200) dans le secteur privé et diminue de 1,6 % (-17 800) dans la fonction publique.

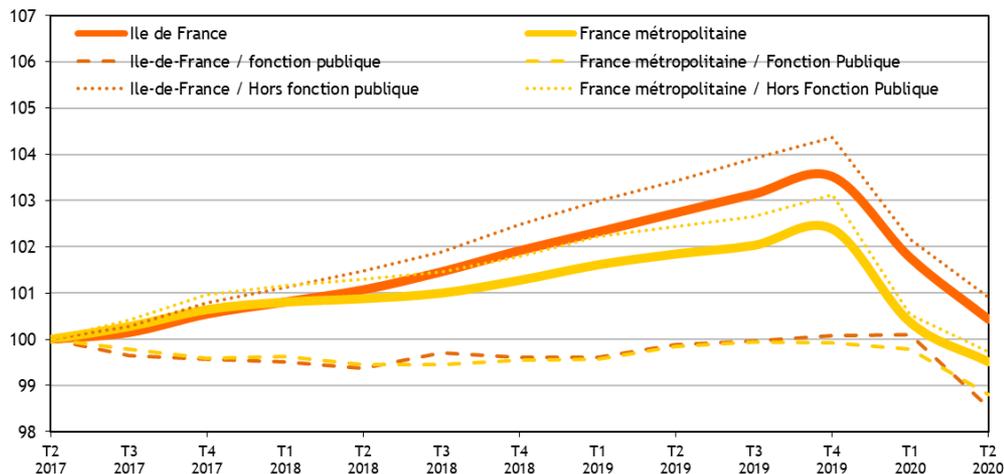
Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié diminue de 0,8 %, (soit -208 000 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié recule de 2,2 % en Île-de-France, soit -133 000 emplois. Cette baisse touche la fonction publique (-1,4 %, soit -15 500 emplois) et le secteur privé (-2,4 %, soit -118 000 emplois). L'ensemble des départements franciliens est concerné par la dégradation.

Au deuxième trimestre 2020, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié diminuer le plus fortement sont les Hauts-de-Seine et les Yvelines (soit -1,5%). La Seine-et-Marne et le Val-d'Oise enregistrent des baisses plus faibles, respectivement -0,5 % et -1,1 %.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre -0,9 % en Seine-Saint-Denis (-5 900 emplois) et -3,0 % à Paris (-56 200 emplois).

**Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)**  
(données CVS, indice 100 au 2<sup>e</sup> trimestre 2017)



Évolution de l'emploi salarié (privé et public) par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2020	Évolution T2 2020 / T1 2020		Évolution T2 2020 / T2 2019	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 799 966	-24 652	-1,4	-56 249	-3,0
Seine-et-Marne	461 218	-2 383	-0,5	-8 130	-1,7
Yvelines	529 401	-8 182	-1,5	-12 531	-2,3
Essonne	443 439	-5 255	-1,2	-6 580	-1,5
Hauts-de-Seine	1 050 498	-16 259	-1,5	-23 914	-2,2
Seine-Saint-Denis	620 791	-8 523	-1,4	-5 854	-0,9
Val-de-Marne	526 901	-7 518	-1,4	-13 129	-2,4
Val-d'Oise	375 275	-4 204	-1,1	-6 601	-1,7
<b>Île-de-France</b>	<b>5 807 488</b>	<b>-76 976</b>	<b>-1,3</b>	<b>-132 987</b>	<b>-2,2</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>24 280 142</b>	<b>-208 137</b>	<b>-0,8</b>	<b>-568 265</b>	<b>-2,3</b>

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee.

## L'emploi salarié par secteur au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

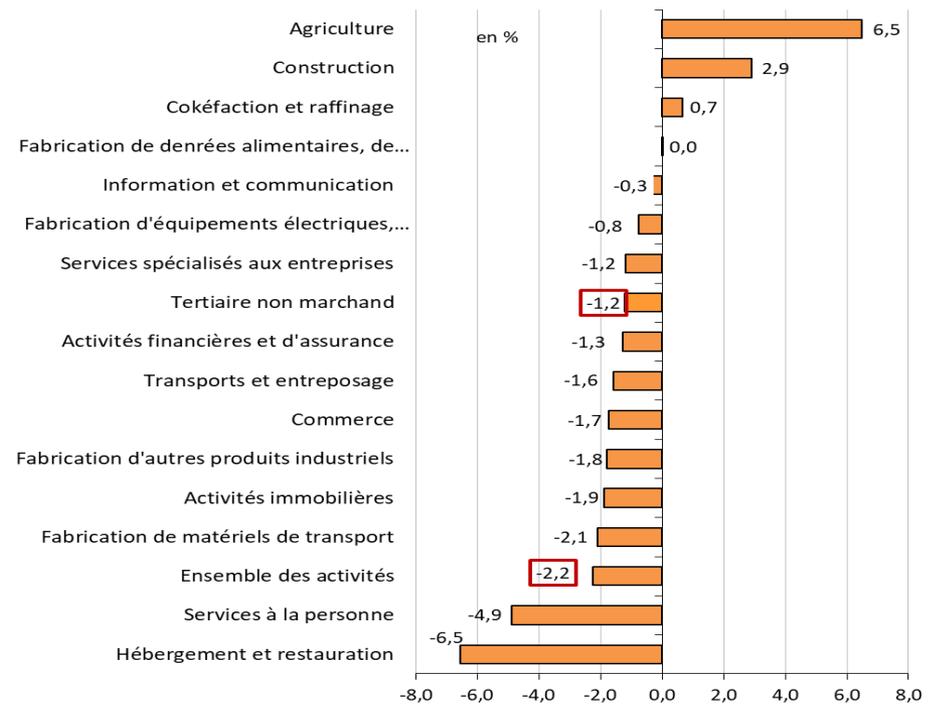
Entre le premier et le 2<sup>e</sup> trimestre 2020, l'emploi salarié décroît dans les services marchands hors intérim (-1,9 %, soit -53 000 emplois), dans le tertiaire non marchand (-1,4 % soit -21 300 emplois), ainsi que dans le commerce (-1,4 %, soit -9 800 emplois) ; par contre l'intérim enregistre une hausse soutenue (+14,0 % soit +11 000 emplois) et la construction connaît une relative stabilité (0,3 %, soit +880 emplois).

En un an, le nombre d'emplois salariés progresse dans la construction (+2,9 %, soit +8 400 emplois), tandis qu'il diminue dans l'industrie (-1,0 % soit -4 300 emplois), dans le tertiaire non marchand (-1,2 % soit -18 100), dans le commerce (-1,7 % soit -12 400) et plus fortement dans l'intérim (-32,7 %, soit -43 600).

Par rapport au deuxième trimestre 2019, au sein des services marchands, l'hôtellerie, restauration marque une forte baisse (-6,5 %, soit -20 600 emplois), ainsi que le secteur des services à la personne (-4,9 % soit -18 200 emplois). Tous les secteurs des services marchands ont enregistré des diminutions : l'information et communication (-0,3 % soit -1 300 emplois), les services spécialisés aux entreprises (-1,2 %, soit -11 600), les activités financières et d'assurance (-1,3 %, soit -4 300), les transports et entreposage (-1,6 %, soit -5 800), les activités immobilières (-1,9 %, soit -1 500).

Dans l'industrie, les secteurs qui perdent le plus d'emplois sont la fabrication de matériels de transport (-2,1 %, soit -1 450 emplois), la fabrication d'autres produits industriels (-1,8 %, soit -2 850), et la fabrication d'équipements électriques (-0,8 %, soit -500 emplois). Seul le secteur de la cokéfaction, raffinage connaît une évolution positive (+0,7 %, soit +500).

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2020	Évolution T2 2020 / T1 2020		Évolution T2 2020 / T2 2019	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 800	170	3,0	360	6,6
Industrie	428 380	-4 950	-1,1	-4 300	-1,0
Construction	297 180	880	0,3	8 430	2,9
Commerce	697 810	-9 820	-1,4	-12 410	-1,7
Services marchands hors intérim	2 812 370	-53 020	-1,9	-63 360	-2,2
Tertiaire non marchand	1 476 340	-21 270	-1,4	-18 100	-1,2
Intérim	89 610	11 030	14,0	-43 600	-32,7
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>5 807 490</b>	<b>-76 970</b>	<b>-1,3</b>	<b>-132 990</b>	<b>-2,2</b>
<b>Secteur privé</b>	<b>4 691 220</b>	<b>-59 180</b>	<b>-1,2</b>	<b>-117 590</b>	<b>-2,4</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 116 270</b>	<b>-17 790</b>	<b>-1,6</b>	<b>-15 400</b>	<b>-1,4</b>

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## Les tensions sur le marché du travail francilien au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,26 point en moyenne au troisième trimestre 2020, soit 26 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,18 point par rapport au troisième trimestre 2019. Cette évolution s'explique par une très forte baisse des offres d'emploi collectées (-42,9 % sur un an), que la baisse des demandes enregistrées par Pôle emploi (-4,0 %) ne parvient pas à compenser.

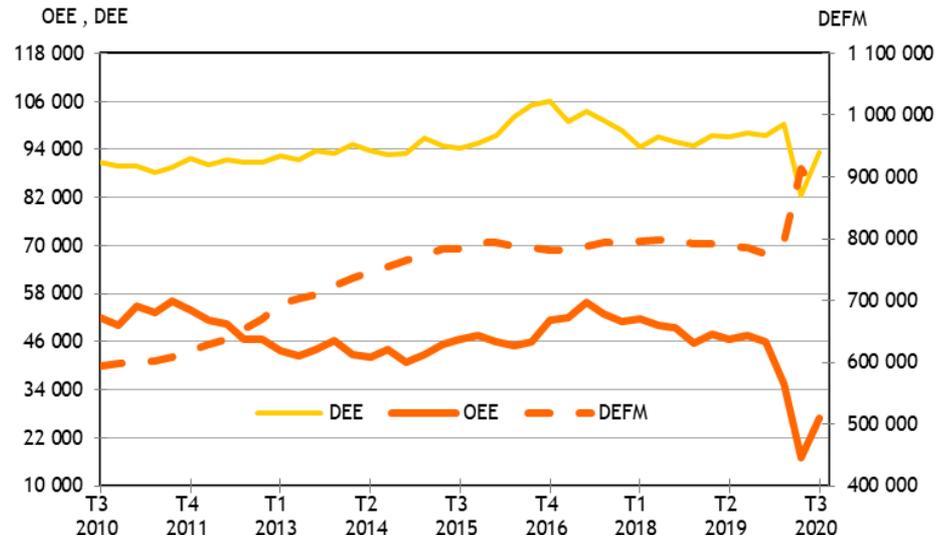
De son côté, la progression du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (+10,8 % en données brutes) va dans le sens d'une contraction des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement diminue de 1,0 point sur le trimestre : 54,1 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au troisième trimestre 2020. Ce taux est inférieur à son niveau du troisième trimestre 2019 (59,5 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 68,7 %. Il perd 1,5 point par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (79,8 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (71,0 %) mais plus faible qu'au troisième trimestre 2019 (84,4 %).

Les tensions sur le marché du travail  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;  
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

## Les demandes d'activité partielle au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

Au cours du troisième trimestre 2020, plus de 65 000 décisions d'activité partielle\* ont été notifiées par les services de la Direccte. Elles correspondent à 645 000 000 d'heures autorisées à être chômées en Ile-de-France.

Paris, avec plus de 27 000 demandes concentre 42 % des demandes d'activité partielle dans la région ce trimestre qui correspondent à plus de 224 000 000 d'heures autorisées. Près de 30 % concerne des demandes dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

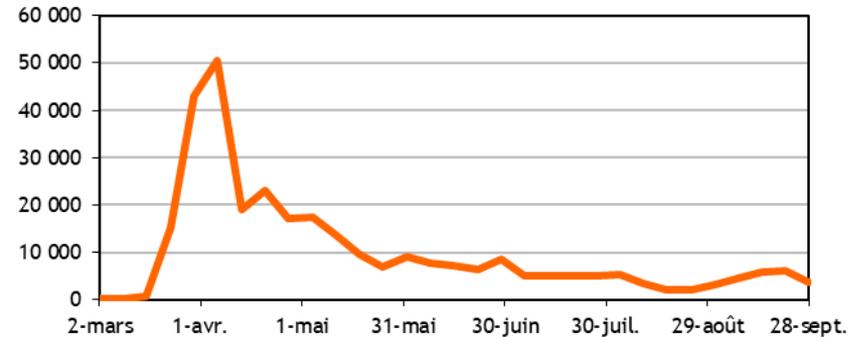
Les autres départements sont moins touchés.

Entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 septembre 2020 plus de 320 000 demandes d'activité partielle ont été notifiées par la Direccte Ile-de-France, avec un pic au cours de la semaine du 6 avril (plus de 50 000 demandes). Ensuite, on constate une baisse progressive pour atteindre en moyenne 21 000 demandes par mois au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, ce qui demeure largement supérieur (de l'ordre du centuple) au régime pré-crise sanitaire.

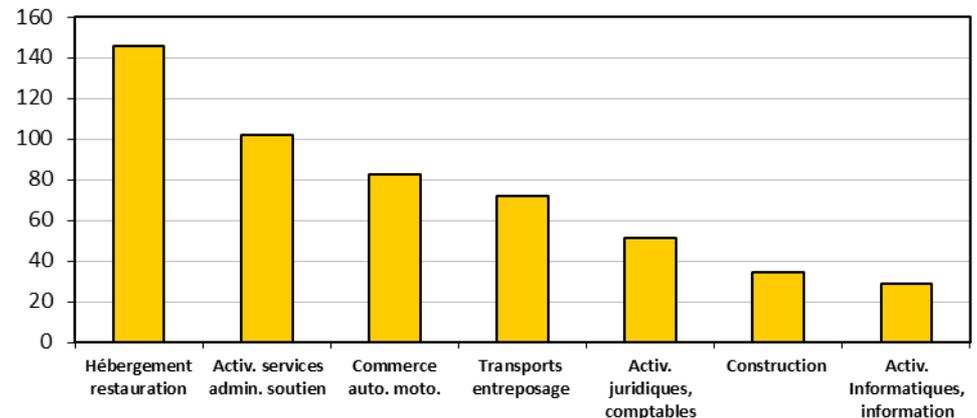
Quatre secteurs concentrent plus de 60 % du nombre d'heures demandées au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 : l'hébergement-restauration (23 %), les activités de services administratifs et de soutien (16 %), le commerce (13 %) et les transports et entreposage (11 %).

Répartition	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
<b>Total autorisations</b>	<b>65 148</b>	27 438	4 519	4 656	4 059	8 126	7 186	5 224	3 940
Juillet	28 654	11 408	2 075	2 267	1 907	3 506	3 426	2 432	1 633
Août	13 030	5 488	870	853	750	1 587	1 486	1 126	870
Septembre	23 464	10 542	1 574	1 536	1 402	3 033	2 274	1 666	1 437
<b>total heures associées</b>	<b>645 016 209</b>	224 791 577	55 314 742	57 580 697	45 065 890	95 421 496	80 634 485	44 668 950	41 538 372
Juillet	217 915 821	70 644 859	23 653 930	21 014 498	17 713 037	31 601 895	25 595 430	16 721 827	10 970 345
Août	125 662 019	46 950 249	10 353 856	5 705 881	9 385 953	18 217 833	15 309 445	8 610 741	11 128 060
Septembre	41 973 958	15 964 765	4 645 888	2 091 737	2 382 424	7 150 387	5 851 755	1 590 015	2 296 986

Évolution du nombre de décisions d'autorisation d'activité partielle depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (en millions h)



\* Habituellement, nous utilisons dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « conjoncture économique ». En raison du contexte actuel, tous les motifs sont regroupés.

## Les plans de sauvegarde de l'emploi et les ruptures conventionnelles collectives enregistrés au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

Au troisième trimestre 2020, en Île-de-France, les services de la Direccte ont enregistré 129 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 9 155 postes menacés par des PSE dans des établissements de la région ce trimestre.

Parallèlement, les entreprises de la région ont enregistré 32 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC). 1 885 emplois d'établissements franciliens sont dans le champ des emplois menacés par des RCC au 3<sup>e</sup> trimestre 2020.

Au total, le nombre d'emplois menacés dans la région augmente par rapport au trimestre précédent (+29 % pour les PSE et +17 % pour les RCC).

Paris abrite 35 % des emplois menacés en Île-de-France, soit 2 905 par des PSE et 917 dans le cadre de RCC pour ce trimestre, principalement dans l'hébergement, l'édition-audiovisuel-diffusion et le commerce. Un siège social dans la construction aéronautique est également affecté. En un an, le nombre d'emplois menacés a augmenté dans tous les départements.

Ce sont les activités du commerce qui menacent le plus grand nombre de salariés dans la région (2 651 pour les PSE et 11 pour les RCC) sur ce trimestre.

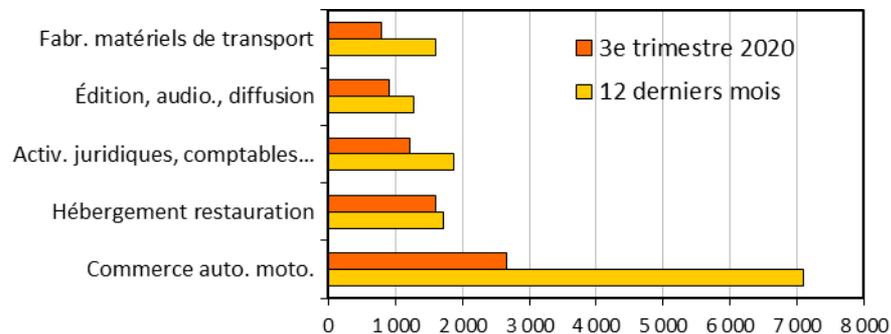
En proportion de leur emploi local, les secteurs de la fabrication de machines et équipements, produits informatiques, électroniques, optiques et la fabrication de matériels de transport concentrent le plus de menaces avec 1 800 emplois menacés sur 50 000 salariés pour ces deux secteurs dans la région (environ 35 emplois menacés pour 1 000 salariés).

## Accompagnement des mutations économiques

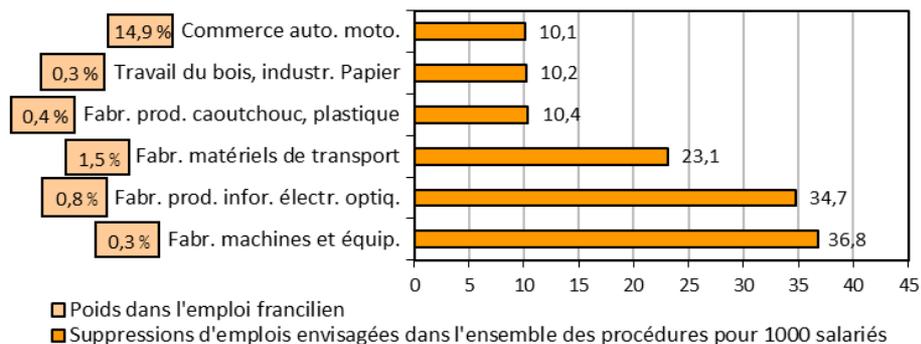
Procédures de PSE enregistrées par la Direccte Île-de-France et emplois menacés par des PSE dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T3	129	42	11	12	8	37	10	6	3	/
Cumul 2020	252	78	17	21	17	76	18	15	10	/
T1- T2 - T3 2019	179	44	6	17	13	67	22	7	3	/
Emplois menacés	9 155	2 905	854	1 634	1 244	1 358	466	385	309	4 417
Cumul 2020	19 106	6 336	1 166	2 238	2 418	3 896	1 431	1 044	577	7 645
T1- T2 - T3 2019	10 084	1 957	730	818	1 598	2 558	1 298	728	397	3 690
Évol. des emplois menacés (%)	89	224	60	174	51	52	10	43	45	107

### Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE + RCC



### Secteurs d'activité les plus affectés par des PSE + RCC, proportionnellement à leur emploi local



DIRECCTE  
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

**Directeur de publication** : Gaëtan Rudant

**Etude et réalisation** : Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique** : Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)